

L'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur

L'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur (IHEMI) intervient dans les domaines de la formation, des études, de la recherche, de la veille et de l'analyse stratégique en matière de sécurité intérieure, sanitaire, environnementale et économique ainsi que dans ceux intéressant la justice et les questions juridiques.

Les missions de l'Institut sont multiples :

- réunir des responsables de haut niveau, appartenant à la fonction publique civile et militaire ainsi qu'aux différents secteurs d'activité de la Nation, des États membres de l'Union européenne ou d'autres États, en vue d'approfondir en commun leur connaissance des questions de sécurité ;
- préparer à l'exercice des responsabilités des cadres supérieurs, français et étrangers exerçant leur activité dans les domaines de recherche couverts par l'Institut ;

- promouvoir et diffuser toutes connaissances utiles dans les domaines traités, en coopération avec d'autres chargés de la diffusion des savoirs en matière de sécurité nationale, de défense et de justice.

Dans les domaines relevant de sa mission, l'Institut peut conduire, seul ou en coopération avec d'autres organismes français ou étrangers, des études et des recherches. Il peut apporter son concours aux ministères et aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

En liaison avec le ministre chargé de l'Enseignement supérieur, il contribue à promouvoir les enseignements universitaires portant sur les questions de sécurité intérieure, sanitaire, environnementale, économique, de droit et de justice.

Enfin, l'Institut organise chaque année, au titre de la formation continue, plusieurs formations annuelles en plus des sessions régionales réservées aux jeunes.

Objectifs de la formation

- **sensibiliser les étudiants de Master 2** et en doctorat (Institut d'études politiques, grandes écoles, universités...) aux problématiques de sécurité et de justice ;
- **rapprocher l'enseignement universitaire et la pratique professionnelle**, en facilitant les partenariats en vue d'attirer des étudiants à fort potentiel vers les métiers de la sécurité, d'encourager les universités et grandes écoles à prendre en compte dans leur enseignement les questions liées à la sécurité et à la justice sous tous leurs aspects et à s'ouvrir à des interventions de praticiens de haut niveau ;
- **compléter la formation des jeunes professionnels** par une approche globale (justice, sécurité publique, sécurité civile...) sur les enjeux (régionaux, nationaux et internationaux) à travers des conférences, des travaux de groupe et des visites ;
- **encourager à l'échelle régionale un dialogue entre les professionnels de la sécurité et de la justice** en décloisonnant les univers professionnels.

Organisation pédagogique

Durée

5 jours
du lundi 9h00
au vendredi 18h00

Dates

lundi 1^{er} au
vendredi 5 juillet
2024

Lieu

Nancy

Horaires

9h00-12h30
et 14h00-18h30

La promotion sera divisée en groupes de travail. Chaque groupe se verra confier un sujet afférent aux enjeux contemporains de sécurité et de justice. Des créneaux spécifiques seront dédiés à la conduite de ces travaux dont les restitutions orales sont programmées le vendredi après-midi.

Modalités d'évaluation

Lors de leur inscription et à l'issue de leur formation, les participants seront invités à répondre à un court questionnaire d'autoévaluation et d'évaluation des interventions.

Contenu

Alternance de conférences et de tables rondes avec des spécialistes nationaux et régionaux de la sécurité (les grands enjeux sécuritaires de la France, les missions du renseignement, les défis de l'intelligence économique, la sécurité publique, la police judiciaire, l'institution judiciaire). Plusieurs visites telles qu'un établissement pénitentiaire, un centre de gestion de crise, le palais de justice, l'hôtel de police sont envisagées.

Les candidats admis à suivre la session régionale Jeunes ont une obligation d'assiduité aux conférences et aux visites, conformément aux dispositions de l'engagement d'assiduité en annexe de la convention de formation.

Modalités de recrutement

Session prévue pour environ **60 stagiaires**.

Objectif

De l'ordre de **70% d'étudiants** et de **30% d'actifs**. Candidats âgés de moins de 35 ans (dispense d'âge possible dans la limite des places disponibles).

Prérequis :

Les candidats sont choisis parmi les publics de référence dont la liste est donnée ci-contre. Le recrutement des candidats s'effectue sur dossier.

Public concerné

Étudiant en Master 2, doctorant, grandes écoles, manifestant un intérêt pour les thématiques traitées ;

Actif de niveau cadre: élu, cadre du public et du privé, syndicaliste, impliqué dans les thématiques traitées ou manifestant un intérêt pour celles-ci.

La nationalité française est exigée pour suivre la formation à l'exception des candidatures présentées par l'intermédiaire du réseau diplomatique.

Les formations sont ouvertes aux personnes en situation de handicap. En fonction de la nature du handicap, la présence permanente d'un accompagnant pourra être requise.

Droits d'inscription

Les droits d'inscription à la session régionale Jeunes Sécurité et justice, destinés à couvrir une partie des frais, sont fixés à :

pour les étudiants sans activité professionnelle ou les demandeurs d'emploi	100 euros
pour les candidatures issues des structures publiques et les candidatures libres des membres de la fonction publique	300 euros
pour les autres types de candidatures nationales ou étrangères (exclusivement présentées par le réseau diplomatique)	500 euros

Les droits d'inscription sont exigibles dans leur intégralité avant l'ouverture de la session.

Les conférences et les déplacements effectués dans le cadre des visites sont à la charge des organisateurs de la session. Les déplacements aller / retour du domicile, les déjeuners sur le lieu de la session ainsi qu'un éventuel hébergement sont à la charge des participants.

Des solutions d'hébergement et de restauration pourront éventuellement être mises en oeuvre par le CROUS au profit des auditeurs extérieurs à la ville.

Formation professionnelle: L'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur est habilité à percevoir des fonds au titre de la formation professionnelle.



Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur
École militaire – Case n° 39 – 1 place Joffre – 75700 Paris 07 SP

Contact: département Sécurité et justice

Marianne TUAL
+33 1 76 64 89 25

Courriel : securite-justice-ihemi@interieur.gouv.fr

Site internet: www.ihemi.fr



Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur
École militaire - Case n° 39 - 1 place Joffre - 75700 Paris 07 SP

Contact:

Département Sécurité et justice

Tél: +33 1 76 64 89 25 / +33 6 77 21 85 66

Courriel: securite-justice-ihemi@interieur.gouv.fr



www.ihemi.fr